« Au Burundi, le pouvoir s’enferme »

LibÃ©ration, 24/09/2010Interview w Questions Ã Neela Ghoshal Chercheuse Ã Human Rights WatchPar SABINE CESSOUNeela Ghoshal est une chercheuse amÃ©ricaine de Human Rights Watch. Elle a Ã©tÃ© expulsÃ©e du Burundi en mai, aprÃ¨s la publication dâ€™un rapport sur les violences prÃ©Ã©lectorales. Depuis Nairobi, elle sâ€™inquiÃ¨te de la situatio alors quâ€™au moins de 11 personnes ont Ã©tÃ© tuÃ©es la semaine derniÃ¨re.Pourquoi ces violences ?Certains membres du Front de libÃ©ration nationale (FLN), le principal parti dâ€™opposition, sont soupÃ§onnÃ©s dâ€™Ãªtre dans le maquis. Des po et des militaires sont Ã©galement en train de dÃ©serter, parmi lesquels des Tutsis, lâ€™ethnie minoritaire au Burundi. Une dynamique dâ€™opposition semble se crÃ©er, sur une base violente, mais qui nâ€™est plus ethnique.
Cette radicalisation vient-elle des derniÃ¨res Ã©lections ?Oui, la victoire Ã©crasante du parti au pouvoir (CNDD-FDD) Ã©tait inattendue. AprÃ¨s le premier scrutin communal, le 24 mai, lâ€™opposition en a boycottÃ© cinq autres, plus importants. Certains cas de fraude Ã©taient clairs, mais il nâ€™y a pas de preuves concernant des fraudes massives.La situation au Rwanda a-t-elle une influence ?Le gouvernement veut suivre lâ€™exemple du Rwanda, et sâ€™enfermer encore plus contre les critiques, dâ€™oÃ¹ quâ€™elles viennent. Le CNDD-FDD parlait de dÃ©mocratie au moment de son accession au pouvoir, en 20 mais aujourdâ€™hui, il donne lâ€™impression de penser que lâ€™opposition nâ€™a pas le droit dâ€™exister.Comment a rÃ©a internationale ?Quand lâ€™opposition a dÃ©cidÃ© de boycotter les Ã©lections, la communautÃ© internationale a dit de maniÃ¨ trÃ¨s rapide et trÃ¨s dure quâ€™il fallait participer aux scrutins, sans dÃ©noncer les arrestations arbitraires et la torture. Cela Ã©tant, les trois derniers responsables de la mission des Nations unies au Burundi ont Ã©tÃ© expulsÃ©s, eux aussi, en 2006 et en 2009, Ã cause de leurs inquiÃ©tudes en matiÃ¨re des droits de lâ€™homme.